



Liberté · Égalité · Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

JIT COPIE

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION du DEVELOPPEMENT
DURABLE et des POLITIQUES
INTERMINISTERIELLES
Bureau de l'Aménagement du Territoire
et de l'Environnement

N° 2009-508

ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Société RECYCLAGE 2000 à BELLEVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Livre V du Code de l'Environnement, et notamment son article
L 514-1;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des
préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les
départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006.321 du 27/06/2006 autorisant la société
RECYCLAGE 2000 à exploiter sur le territoire de la commune de BELLEVILLE
une installation de recyclage de déchets métalliques et plastiques ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24
mars 2009 ;

Considérant les dangers et inconvénients générés par ce non-respect
des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L511-1

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de
Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

ARTICLE 1- Champ de la suspension

La société RECYCLAGE 2000 est mise en demeure de débarrasser de
tout déchet et nettoyer sous un délai maximal de deux mois à compter de la date
de notification du présent arrêté la zone située entre le site autorisé et l'ancien
canal de la Moselle.

ARTICLE 2 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

ARTICLE 3 - Recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée (article L 514-6 du code de l'Environnement).

ARTICLE 4 - Exécution de l'arrêté

M. le secrétaire général de la Préfecture et M. l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société RECYCLAGE 2000

et dont une copie sera adressée à :

M. le Maire de BELLEVILLE.

NANCY, le - 7 AVR. 2009
Le Préfet,
Pour le Préfet
et par délégation,
le Secrétaire Général.


François MALHANCHE